

# Communiqué de presse

Évry, le 1<sup>er</sup> septembre 2011

## Le Directeur de l'Hôpital Sud Francilien claque la porte : coup dur pour l'Hôpital public en Essonne

Alain Verret, directeur du centre hospitalier Sud-Francilien (CSHF) depuis 2009, a annoncé mercredi sa demande de mise à la retraite.

Dans un courrier diffusé au personnel, il fait le constat de son désaccord avec les restrictions budgétaires imposées par l'Agence Régionale de Santé, son autorité de tutelle, qui ne correspondaient pas à ses projets.

Ce départ anticipé est le dernier épisode en date d'importantes difficultés qui s'accumulent sur le projet de regroupement sur un site unique des établissements Louise Michel de Courcouronnes et Gilles de Corbeil.

**"Alors que le plus grand chantier hospitalier de France portait la promesse d'un hôpital de référence, nous sommes plutôt dans un cauchemar à 1,2 milliard d'euros", dénonce Jérôme Guedj, Président du Conseil général.**

"La démission d'Alain Verret est un nouveau coup dur porté au projet, qui confirme la nécessité de sortir rapidement du Bail Emphytéotique Hospitalier", ajoute Carlos Da Silva, Vice-président du Conseil général représentant le Département au Conseil de surveillance de l'Hôpital.

Le Conseil général de l'Essonne a ainsi dénoncé le partenariat public-privé (PPP) par une motion votée le 27 juin dernier, en soutien au conseil de surveillance du CHSF.

En effet, le choix partenariat public-privé pour la construction et l'exploitation du nouvel Hôpital Sud-Francilien coûtera à l'établissement un loyer de 40 millions d'euros par an pendant 30 ans, versé à une filiale d'Eiffage.

La Chambre Régionale des Comptes, dans un rapport de février 2011, épingle "une formule juridique contraignante et financièrement aléatoire", considérant qu'un montage public aurait permis d'économiser près de 500 millions euros.

Ce véritable gouffre financier intolérable s'accompagne d'importantes anomalies de construction, qui démontrent la méconnaissance totale d'Eiffage dans la construction de structures hospitalières et engendrent des retards d'une ouverture sans cesse repoussée.

**"Nous devons proposer aux citoyens un autre modèle que celui de la casse du service public de la santé et nous opposer aux logiques financière, qui vont à l'encontre des besoins essentiels des populations d'accès à des soins de qualité et de proximité", insiste Jérôme Guedj. "Nous serons aux côtés des personnels, des organisations syndicales dans l'intérêt des populations".**

Contact : Mathieu CUSSOT  
Téléphone : 01 60 91 91 47  
Portable : 06 77 80 24 72  
Télécopie : 01 60 91 91 24  
E-mail : mcussot@cg91.fr

